



Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE  
&  
Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest  
(CEDEAO)

## Note Introductive

**A**telier d'appropriation, de dissémination et de mise en œuvre des instruments régionaux et des mécanismes endogènes de gouvernance démocratique et de prévention des conflits en Afrique de l'Ouest

Dakar-Saly, Sénégal  
16 -19 octobre 2007

avec la participation du Groupe des Femmes  
et de la Coordination des Jeunes d'Afrique de l'Ouest

Avec l'appui de



Agence canadienne de  
développement international

Canadian International  
Development Agency

Canada



ORGANISATION  
INTERNATIONALE DE  
LA FRANCOPHONIE

## Introduction

---

En avril 2006, le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) en collaboration avec le Groupe de Femmes d'Afrique de l'Ouest a organisé un atelier de travail sur : « Femmes, Gouvernance endogène et Prévention des conflits en Afrique de l'Ouest ». Cette rencontre a mis en évidence l'importance et la nécessité pour les femmes et les autres acteurs d'une appropriation et d'une dissémination des instruments régionaux et mécanismes endogènes de gouvernance et de prévention des conflits.

Cette même volonté a été partagée par la Coordination des Jeunes d'Afrique de l'Ouest lors du « Forum intergénérationnel sur la Gouvernance endogène », organisée par le CSAO à Ouagadougou en juin 2006 comme concrétisation d'une recommandation de l'Initiative de valorisation des capacités endogènes de gouvernance et de prévention des conflits, tenue à Conakry en mars 2005.

**L'Atelier de Dakar-Saly constitue donc une nouvelle étape** dans la dynamique de **valorisation des capacités** internes de la région, **d'appropriation des instruments** régionaux destinés à l'amélioration de la gouvernance et la démocratie et à **l'opérationnalisation des systèmes** de prévention et d'alerte **avec une implication de la diversité des acteurs** concernés aux niveaux local, national et régional.

La rencontre se penchera dans cette perspective sur les instruments non seulement de la CEDEAO spécifiquement destinés à l'Afrique de l'Ouest mais aussi ceux de l'Union Africaine (qui concernent les élections et la démocratie, la gouvernance, les jeunes et les droits des femmes) et enfin les déclarations de Bamako et Saint Boniface à travers lesquelles l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) a apporté une contribution sur la plupart de ces questions.

Les travaux mettront en évidence la complémentarité de ces divers instruments qui convergent pour contribuer à renforcer les capacités de l'Afrique de l'Ouest à prévenir et résoudre ses conflits violents et à, promouvoir une gouvernance démocratique et équitable au service d'un développement au profit des populations.

Quels sont donc le contexte et les défis auxquels viennent répondre ces instruments ?

## 1. Contexte

---

Toutes les analyses en matière d'obstacles au développement, notamment en ce qui concerne l'origine des conflits font nettement ressortir la gouvernance comme important enjeu et levier fondamental pour la paix et le développement.

La capacité et l'effectivité d'une gestion démocratique des ressources des pays en appui à leur développement économique, social et culturel interpellent tous les acteurs et demeurent une question centrale pour l'action des organisations multilatérales et régionales partenaires des pays africains.

Le contexte sociopolitique de l'Afrique de l'Ouest met en évidence certes des défis qui sont de taille, mais qui peuvent être relevés en s'appuyant sur des acquis qui n'en sont pas moins réels même s'ils peuvent être réversibles.

- Quels sont ces les défis auxquels les pays d'Afrique de l'Ouest font face ?
- Quels sont les acquis pouvant servir dans ce domaine de ressorts politiques, sociaux et culturels ?
- Comment peut-on les valoriser et les capitaliser en appui à la prévention, la résolution des conflits, la gouvernance démocratique, l'équité sociale et le développement durable ?

### ✧ Les défis

Quelques indications sur les traits saillants des défis qui spécifient le contexte :

- 10 pays de la CEDEAO sur 15 sont touchés comme espaces sociopolitiques et géopolitiques ; soit sont potentiellement exposés à des crises violentes, soit subissent et/ou ont déjà subi et/ou sortent de conflits violents.
- Persistance de la grande corruption dans nombre de pays malgré les dispositifs et éventuelles actions de lutte.
- Graves déficits démocratiques et, dans certains cas, persistance de graves crises de gouvernance politique avec comme corollaire l'instabilité, l'insécurité et la stagnation économique et sociale.
- Instabilité de certains pouvoirs en matière de respect des droits de l'homme et des droits civils et politiques.
- Faiblesse de l'Etat et du secteur de sécurité touché dans certains cas par la dislocation ou la fragilisation des forces de défense et de sécurité en rapport avec des rébellions ou des crises politiques.
- 9 Etats sur 15 membres de la CEDEAO sont classés parmi les « États fragiles », selon les critères du CAD de l'OCDE.

- Turbulences persistantes dans les processus démocratiques en rapport avec des contentieux électoraux mal résolus et/ou des tentatives non constitutionnelles de dévolution du pouvoir politique.
- Forte persistance d'un taux de pauvreté qui avoisine les 50% de la population marquée par la prédominance des jeunes (45% ont moins de 15 ans et 66% moins de 26 ans).
- Intensité de la demande sociale de santé, d'éducation, de formation et de sécurité humaine.
- Circulation incontrôlée des armes légères dont le nombre est estimé à 8 millions et dont plus de la moitié ne relève pas d'une détention légale et publique.

## ❖ Des acquis

### ✓ Tendances et exigences de bonne gouvernance

#### ❑ Progrès sensibles mais insuffisants de la participation des femmes à la vie publique :

Le NEPAD et l'Union africaine manifestent la volonté politique de faire porter à « 30% au moins le taux de participation des femmes aux structures de prise de décision et de gouvernance » en Afrique. La société civile, la classe politique hors du pouvoir, les femmes et les jeunes de même que les médias indépendants manifestent de manière diverse une forte exigence de gouvernance démocratique, d'équité, de régularité et de transparence dans la gestion des affaires publiques. Les gouvernements associent avec moins de réticence la société civile à l'élaboration des documents stratégiques de réduction de la pauvreté.

#### ❑ Progrès dans la gouvernance politique à un niveau d'ensemble :

En dépit de l'image dominante d'une Afrique marquée par des conflits violents comme au Darfour et en Somalie, on constate sur le continent en général et en Afrique de l'Ouest en particulier, une amélioration relative de la démocratie et la bonne gouvernance malgré la persistance d'une crise de gouvernance dans certains pays et une tendance récente à la réversibilité des acquis dans des pays confrontés à des crises liées aux élections et au renouvellement du pouvoir politique.

#### ❑ Légitimité et crédibilité accrues du processus électoral :

Une liberté accrue est accordée aux partis politiques d'opposition, selon les résultats de l'enquête de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA), réalisée auprès de 28 pays. Malgré les péripéties des contentieux, le taux de participation électorale a augmenté jusqu'en 2006. La fiabilisation interne des processus électoraux y contribue notamment avec l'émergence de commissions nationales électorales indépendantes ou autonomes chargées de la régulation et/ou

l'organisation des élections dans les pays d'Afrique de l'Ouest. La CEDEAO elle-même contribue à l'observation des élections de concert avec la société civile et des composantes de la communauté internationale. L'existence de contestations post-électorales montre la nécessité pour la région de faire de nouveaux pas en vue de fiabiliser et détendre les compétitions électorales.

□ Progrès économiques dénotant l'existence de capacités internes encore freinées par la mal gouvernance :

Le taux moyen de croissance est passé en Afrique de l'Ouest de 1% en 2002 (contre 2.7% pour l'Afrique dans la même période) à 4,5% en 2003 et 5 % en 2006.

□ Pacification du jeu politique et à sa démilitarisation :

Si, entre 1960 et 2005, sur les 15 pays devenus et demeurés membres de la CEDEAO à partir de 1975, seuls 2 d'entre eux n'ont jamais connu de coup d'État (Cap-vert et Sénégal), en 1999, il ne restera plus qu'un seul pays de l'espace CEDEAO issu d'un coup d'Etat militaire.

En 2001, le Protocole additionnel sur la Démocratie et la Bonne Gouvernance de la CEDEAO inscrit cette évolution dans les principes. La régression des pouvoirs politiques contrôlés par les militaires constitue une étape importante de la démocratisation parce qu'elle ouvre entre autres la voie à la construction et la consolidation de l'Etat de droit.

Le coup d'Etat intervenu en Mauritanie en 2005 est loin d'annoncer une brusque inversion de la tendance ; ses suites politiques en rendent nettement compte à travers la volonté de ses instigateurs - traduite dans les faits - de restaurer une vie démocratique et de s'éclipser au profit des forces politiques nécessairement civiles. La pacification du jeu politique souvent affectée par des antagonismes violents et/ou armés se poursuit à travers la consolidation du processus de sortie de crise au Mali et au Niger (malgré les risques de réversibilité), au Liberia, en Sierra Leone, en Guinée Bissau voire en Casamance au Sénégal. La Côte d'Ivoire semble nettement engagée dans une dynamique de sortie de crise malgré la persistance de certains blocages.

Selon le rapport de l'UNECA sur la gouvernance, publié en 2005<sup>1</sup> : « La participation électorale depuis 1999 est en moyenne de plus de 60% -un taux comparable sinon supérieur à ceux que l'on observe dans de nombreuses régions du monde.»

---

<sup>1</sup> *Rapport sur la Gouvernance en Afrique en 2005*, Commission économique pour l'Afrique, 2005

## ✓ Instruments régionaux de bonne gouvernance

La CEDEAO a mis en place en 1999, un mécanisme politique et militaire pour prévenir, gérer et résoudre les conflits armés. Ce dispositif sera complété en 2001 par les 15 Etats membres. Réunis en sommet à Dakar en décembre 2001, les chefs d'Etat signent alors un *Protocole additionnel sur la Démocratie et la Bonne gouvernance*<sup>2</sup>. Ce texte constitue un tournant important dans la volonté organisée et institutionnellement exprimée de promouvoir une gouvernance démocratique au niveau de la politique, de la sécurité et de la vie publique. Ce protocole organise la gestion, la supervision et la fiabilisation des élections dans les pays membres. Ses dispositions ont pratiquement servi de base à l'intervention de la CEDEAO dans la situation politique au Togo dans la phase de transition tendue ayant fait suite à la disparition du Président Gnassingbé Eyadema, alors chef d'Etat de ce pays. La CEDEAO est un acteur important dans la régulation démocratique en plus de son rôle reconnu dans les opérations de maintien de la paix en Afrique de l'Ouest.

**L'Union africaine a élaboré une Charte africaine de la Gouvernance et des Élections** à l'échelle du continent tout entier, en vue de contribuer à la pacification de celles-ci en tant que source récurrente de contentieux politiques qui dégénèrent en conflits violents ou les ravivent si le pays se trouvait en sortie de crise.

Sur l'ensemble du continent comme dans chacun des espaces régionaux qui le constituent, l'articulation est manifeste entre la gouvernance, la démocratie et la prévention des conflits.

En plus des mécanismes et instruments élaborés au niveau régional et sous-régional, **l'Afrique dispose d'un capital de mécanismes culturels à valoriser.**

Les sociétés d'Afrique de l'Ouest sont porteuses de capacités de prévention des conflits, de médiation et de résolution des conflits qui font appel à des mécanismes socioculturels endogènes liés à des expériences historiques et sociales plus ou moins **anciennes**. Cet héritage peut être actualisé en appui aux stratégies de gouvernance et de prévention des conflits<sup>3</sup>.

---

<sup>2</sup> Il s'agit du Protocole ASP1/12/01 sur la Démocratie et la Bonne Gouvernance.

<sup>3</sup> Voir à cet effet les travaux de *l'Initiative de valorisation des capacités africaines endogènes dans la gouvernance et la prévention des conflits*, publiés par l'Unité Gouvernance du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, dans le Volume 2 (bilingue Fr/Eng) des Actes de l'atelier de Conakry. (Paris, 2005, SAH D 554)

✓ **L'implication des jeunes et des femmes de la région comme acteurs dynamiques.**

• **L'émergence d'un Groupe régional de Femmes** pour la prévention des conflits résulte de l'implication des femmes dans diverses actions conduites par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest à partir de novembre 2004 dans les domaines de la démocratie et le dialogue politique, la prévention des conflits et la gouvernance, le post-conflit. Mis en place en avril 2006 à l'issue d'un atelier à Niamey au Niger, le **Groupe des Femmes d'Afrique de l'Ouest pour la gouvernance et la Prévention des conflits** s'appuie sur une coordination administrative et un apport logistique assurés par le CSAO. Il réunit des femmes issues de la Mauritanie et des pays d'Afrique de l'Ouest membres de la CEDEAO. Elles ont en commun de s'intéresser à la dimension genre dans leur cadre professionnel et/ou d'être engagées dans l'action aux niveaux local, national et régional à travers des organisations de la société civile dans ce domaine. Le groupe est composé d'enseignantes, de juristes, d'avocates, de magistrates, de chercheurs, de membres issues d'organisations paysannes, de réseaux sur la sécurité, du secteur de la santé, de chefs d'entreprises, d'écrivains, de parlementaires et d'ex-ministres, de personnes actives dans le domaine du développement durable et de la démocratie.

• **La Coordination de Jeunes d'Afrique de l'Ouest** constituée lors du Forum des Partis politiques, des Médias et de la Société civile en Afrique de l'Ouest à Cotonou, en juillet 2005, regroupe de manière informelle des jeunes appartenant à l'espace CEDEAO mais également du Cameroun, de la Mauritanie et du Tchad. La particularité de cette initiative réside dans le fait qu'elle rassemble des jeunes issus des trois catégories d'acteurs (partis politiques, médias et société civile) représentés à Cotonou, engagés chacun à leurs différents niveaux dans la construction de la paix et la démocratie en Afrique de l'Ouest.

## **2. Objectifs**

---

- **Contribuer au renforcement des capacités** des acteurs de la région notamment la société civile, et plus spécifiquement les femmes et les jeunes, pour une mobilisation et des actions de dissémination et de plaidoyer.
- **Valoriser les mécanismes et capacités** de médiation préventive des crises et de solutions de celles-ci faisant appel aux valeurs et cultures endogènes.
- **Appuyer par des actions en réseau et des facilitations de circulation de l'information, et des initiatives de sensibilisation, le système d'alerte précoce de la CEDEAO.**
- **Améliorer le mode de fonctionnement et l'implication** du Groupe de femmes et de la coordination des jeunes concernés.

### **3. Les résultats attendus**

---

- **Implication et renforcement des capacités** des Femmes et des Jeunes de l'Afrique de l'Ouest dans la prévention des conflits.
- **Plan d'action** visant à la ratification, la dissémination et la mise en œuvre des instruments régionaux et sous-régionaux destinés à la prévention des conflits, la gouvernance démocratique et la promotion des droits des femmes et des jeunes en Afrique de l'Ouest.
- **Développement d'un plaidoyer et d'initiatives** de mise en œuvre.
- **Synergie d'action** entre la CEDEAO, des composantes femmes et jeunes de la société civile et des acteurs étatiques dans cette perspective.

### **4. Partenaires impliqués dans l'initiative**

---

**Cette initiative a été rendue possible grâce à des appuis financiers spécifiques de l'Agence Canadienne pour le Développement International (ACDI), l'Agence Française de Développement (AFD) et l'Organisation Internationale de la Francophonie(OIF)**

Avec le **Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest** et la **CEDEAO**, ces trois agences et organisations s'impliquent aussi dans le processus de réflexion et de suivi en guise de contribution au développement d'une approche durable de prévention des conflits, d'une gouvernance démocratique et d'une promotion du droit des femmes et des jeunes en Afrique de l'Ouest.

L'Union Africaine participe également à cette initiative à travers le Centre d'Études Linguistiques et Historiques par Tradition Orale (CELHTO) basé à Niamey et engagé dans la dynamique de valorisation des capacités endogènes.

Bon nombre de participants et certains animateurs de la rencontre appartiennent à des institutions d'enseignement, de recherche, d'information et de communication prêtes à s'engager dans des actions communes pour contribuer à mieux connaître, faire connaître et opérationnaliser les mécanismes endogènes et les instruments plus récents dédiés à une meilleure gouvernance et une prévention durable des conflits dans la région et la sous région.

## Contacts

---

### **Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE**

Adresse postale : 2, rue André Pascal 75775 Paris cedex 16-France.

### **Unité Gouvernance, Dynamique des conflits, Paix et Sécurité**

M. Massaër Diallo, Chef d'Unité

Tél : +33 (0) 1 45 24 96 28 Email : [massaer.diallo@oecd.org](mailto:massaer.diallo@oecd.org)

Mme Gwénola Possémé-Rageau, Chargée de Programme

Tél : +33 (0) 1 45 24 95 80 Email : [gwenola.posseme-rageau@oecd.org](mailto:gwenola.posseme-rageau@oecd.org)

Mme Jamila Yahy, Chargée de l'organisation et de la logistique

Tél : +33 (0) 1 45 24 98 25 Email : [jamila.yahi@oecd.org](mailto:jamila.yahi@oecd.org)

### **Cellule Communication CSAO :**

M.Franck Igué, Chargé de Communication :

Tél : +33 (0) 1 45 24 84 85 Email : [franck.igue@oecd.org](mailto:franck.igue@oecd.org)